

Distr.
LIMITEE

PAMM/AIHTTR/GC/III-S/10/81
Mai 1981

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Institut africain de formation technique
supérieure et de recherches
Session extraordinaire du Conseil
d'administration
Addis-Abéba, 15-16 juin 1981

RAPPORT SUR L'EVOLUTION
DE L'INSTITUT
PAR
LE DIRECTEUR-GENERAL

UNIVERSITY
LIBRARY
PREFACE
1981
FRANCE
Original : ANGLES

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Institut africain de formation technique
Apprentissage et de recherche
Session d'été 1981
Additionnel, 15-16 juin 1981

REPORT SUR L'EVOLUTION
DE L'AFRIQUE
ET
LE DEVELOPPEMENT-GENERAL

RAPPORT SUR L'EVOLUTION DE L'INSTITUT

L'idée d'une institution spéciale (qui constitue une innovation en matière de formation de la main-d'oeuvre nécessaire pour faire face aux impératifs difficiles de l'environnement de la région, dans le cadre d'une révolution industrielle plus ou moins soudaine) a vu le jour il y a longtemps, dans les années 1970, dans les couloirs à Addis-Abéba de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (sections Main-d'oeuvre et Industrie). Toutefois, ce n'est que lorsque l'un de nos gouvernements africains a fourni les fonds nécessaires à une étude de praticabilité, au cours de la même décennie, qu'un réel pas en avant a été fait vers sa réalisation pratique. Suite à cette étude, une Conférence Ministérielle s'est réunie par deux fois, en juillet 1979 et en mai 1980, pour mettre au point les instruments constitutionnels et les organes administratifs de l'Institut. Après bien des discussions, elle a choisi pour siège Nairobi, qui est une plaque tournante des communications; le plan général envisage d'étendre progressivement le fonctionnement de l'Institut à partir de ce siège régional, et à partir de plusieurs centres au collèges au niveau sous-régional, chacun d'eux étant multilingue ou au moins bilingue; ces centres devraient pouvoir former la main-d'oeuvre rendue nécessaire par l'industrialisation de la région, d'une manière plus réaliste et plus moderne que les instituts nationaux de formation technique n'ont pu le faire jusqu'à présent.

Dans l'intervalle, un certain nombre de réunions au plus haut niveau (des ministres) avaient été organisées pour planifier la stratégie régionale de l'industrialisation : à Kaduna (Nigéria), en 1977, pour formuler un accord sur les priorités dans les secteurs industriels de base ^{1/}; à Addis-Abéba en 1978, pour déterminer et répertorier les activités principales qui devraient faire l'objet d'une attention particulière au cours des dix années à venir, dans le secteur vital des transports et des communications; et à Lagos en 1980, pour élaborer le Plan de Lagos, un plan d'action global pour le développement régional et ses priorités. Les décisions prises lors de ces réunions, aussi bien que tous les descriptifs de projet concernant l'Institut Africain, ont abouti à la formulation, en 1979-1980, des deux documents de base qui seront discutés à la première réunion du Conseil académique (points 2 (i) et (ii) de l'ordre du jour). Ils précisent les objectifs de politique générale et la structure des cours de l'Institut, et ont été adoptés en principe, avec une modification de l'ordre des priorités des centres d'enseignement, lors de la seconde réunion du Conseil d'Administration, en mai 1980. Entre autres décisions importantes, cette réunion du Conseil a désigné un Directeur Général pour l'Institut, a approuvé le budget de l'institut pour l'exercice 1980-1981 et ses dispositions bancaires, a marqué son accord sur le montant de la contribution financière des Etats Membres et sur

^{1/} "Manpower Development for the basic Industries" (Développement de la Main-d'oeuvre pour les industries de base) - Projet RAF/78/036. L'accord portait sur les domaines suivants, dans l'ordre : Industries métallurgiques de base, Industries de Génie, Industries alimentaires et forestières, Industries chimiques, et Industries de la construction et des matériaux de construction.

les critères qui régiront le nombre des étudiants de chaque pays; les participants ont également visité les installations du pays organisateur et le site de 120 ha que le Kenya met à la disposition de l'Institut. Le Gouvernement du Kenya a également été le premier à acquitter la plus grande partie de sa contribution pour l'exercice 1980-1981, lors de cette réunion du Conseil d'Administration. On y a pris connaissance aussi du rapport préliminaire du groupe d'étude technique pour l'Institut, qui envisage le début des activités d'enseignement entre septembre 1980 et mars 1981. Le Gouvernement Kényan avait reçu en décembre 1979 de la CEA une liste complète des éléments nécessaires à la mise en train de l'Institut.

Immédiatement avant et après la seconde réunion du Conseil d'Administration, l'Expert Principal de la CEA pour l'Institut a entrepris deux missions importantes. La première visait à faire bénéficier l'Institut de l'expérience, des modalités de développement de la main-d'oeuvre industrielle et de la technologie en général appliquée en Inde -- peut-être le pays où l'économie industrielle s'est développée le plus rapidement -- et aussi un pays où les situations socio-économiques sont très semblables à celles de notre région. Le rapport de cette mission a été remis au Conseil et est à la disposition des membres du Conseil Académique, à titre d'information; c'est un rapport qui vaut la peine d'être lu, car il met le doigt avec précision sur le rôle déterminant des éléments nationaux et régionaux, qui doivent compléter les fonctions industrialisatrices de l'Institut.

La seconde mission consistait à visiter les pays de la région -- autant de pays que le temps et les possibilités de communications le permettaient -- surtout dans le sud-est et l'ouest de l'Afrique, pour démontrer et expliquer aux ministères responsables la mission innovatrice de l'Institut, pour demander instamment à tous les Etats membres de participer pleinement à son organisation et d'acquitter pratiquement le montant de leur participation, de telle sorte que l'Institut puisse bientôt ouvrir ses portes aux premiers étudiants. L'expert a visité des pays anglophones aussi bien que francophones et a profité de sa visite pour effectuer une étude de la valeur des programmes dans les facultés de génie qu'il a visitées, pour analyser de manière préliminaire les procédés de formation de la main-d'oeuvre technique et les qualifications techniques dans les deux systèmes linguistiques (voir Annexe I) et aussi pour prendre connaissance de l'expérience que certains pays ont d'un système bilingue d'enseignement supérieur. Presque tous les ministères avec lesquels il s'est entretenu semblaient être dans l'ignorance du projet de l'IAFTSR, bien qu'une documentation ait été envoyée par la CEA, généralement aux Ministères des Affaires Etrangères des pays francophones et aux Ministères de l'Education (Supérieure) des pays anglophones; sa mission a permis de dissiper cette atmosphère générale d'ignorance. Tous les responsables avec lesquels l'expert a conféré ont marqué leur accord sans réserves quant à l'opportunité de l'Institut; à leur avis, les programmes envisagés conviennent particulièrement bien pour couvrir les besoins des Etats membres en main-d'oeuvre technique; d'ailleurs

certaines de ces états sont en train de mettre au point ou de lancer des institutions similaires ou (si on en juge d'après les types de main-d'oeuvre dont la formation est au programme de l'Institut) essentiellement complémentaires. Beaucoup ont demandé une information complémentaire et une documentation concernant l'Institut - y compris le rapport Garber-Johnson sur l'étude de praticabilité - et ont exprimé leur ferme intention d'associer leurs efforts et leurs institutions nationales de formation de la main-d'oeuvre à ceux de l'Institut. Plusieurs ont formulé une invitation pour une autre visite, et une étude plus détaillée de leurs besoins en main-d'oeuvre industrielle et de leurs installations pédagogiques 1/.

On espère pouvoir continuer dès que possible ce programme de visites pour la propagation d'information, surtout pour couvrir les pays de langue arabe et les autres Etats au nord de la ligne Abidjan-Niamey. C'est d'ailleurs dans cette optique que le Directeur Général de l'Institut a participé récemment à la 8ème Conférence des Ministres de l'Education du Commonwealth, qui s'est tenue à Colombo, et où plusieurs Ministres du Commonwealth de la région et leurs délégations étaient disponibles pour une rapide consultation. Toutefois, et c'est le cas de plusieurs des activités vitales indiquées plus loin, il faudra attendre pour une consultation plus générale des Etats que les finances de l'Institut soient plus fortement définies, lorsque plusieurs Etats Membres auront acquitté leur contribution, ce qui n'est pas encore le cas.

Il est bon de souligner la lenteur avec laquelle les ressources financières de départ parviennent à l'Institut, pour que les membres du Conseil Académique et du Comité Exécutif s'efforcent de résoudre le problème. L'une des conséquences immédiates de cette absence de liquidités a été de retarder l'engagement du personnel, particulièrement du personnel de base qui devrait se trouver ici au plus tard au début du mois prochain, pour permettre à l'Institut de commencer à fonctionner en janvier 1981. Nous avons eu plus de 500 candidatures pour les positions-clé et le personnel complémentaire, et nous avons établi une liste reprenant à peu près la moitié de ces candidats; le comité de sélection qui s'est réuni au début de ce mois comme prévu, a établi un programme d'interviews à différents niveaux. La situation financière retarde ces interviews et a jusqu'ici empêché toute nomination. Et pourtant, il faudra nommer le personnel rapidement, si nous voulons nous procurer le meilleur personnel, car pour la nouvelle session académique, ils auront le choix entre les places offertes par diverses institutions.

1/ Il faut noter ici l'intérêt considérable que présentent les bureaux CMPEP de la CEA, dans les quelques pays où ils sont présents.

(Centre multinational de programmation et d'exécution des projets)

On étudie actuellement les installations temporaires qui seraient mises à la disposition de l'Institut à ses débuts; la première tâche qui incombera au personnel de base sera de préparer et de compléter ces installations, si nécessaire, avant que les premiers étudiants n'y soient accueillis. En décembre 1979, puis en juillet 1980, l'Expert Principal de la CEA a passé une semaine à Nairobi pour visiter certaines de ces installations d'enseignement et de formation, à l'Institut Polytechnique Kényan (y compris la plus grande partie de l'espace requis pour l'administration et la bibliothèque), au Kenya Technical Teachers College (centre de formation pour enseignants techniques) et aux départements Bibliothèque et Génie de l'Université de Nairobi. Il a également consacré une journée entière à visiter tous les ateliers des Chemins de Fer Kényans, les hangars des Voies Aériennes Kényanes et l'usine d'une industrie de fabrication de boîtes métalliques dans la zone industrielle de Nairobi - ceci pour se rendre compte de la valeur de la base industrielle à Nairobi - et évaluer leur utilisation possible comme lieux de stage pour le programme de formation industrielle de l'Institut et leur contribution possible en matière d'équipement spécialisé et de consultation industrielle. Par exemple, nous avons eu des promesses fermes de la part des Chemins de Fer Kényans, qui fourniront l'espace et l'outillage nécessaire pour certains projets. Nous avons aussi la promesse de mettre à notre disposition une grande partie des divers types de matériel indispensable pour assurer le réalisme demandé par le genre de formation pratique, pour les travaux de révision de l'outillage qui font partie de l'enseignement de notre Institut. La diversité des industries dans la zone industrielle de Nairobi - même si elles sont de petite ou moyenne envergure - contribuera à élargir le programme pédagogique du Centre intra-muros de Production Industrielle, en ajoutant l'élément, toujours souhaitable, d'une variété de techniques; ceci bien entendu à condition qu'on puisse arriver à un accord avec ces industries indépendantes - peut-être avec l'assistance du Ministère intéressé - pour qu'elles acceptent des stagiaires et qu'elles établissent leur programme de formation en accord avec l'Institut. Pour placer ces activités des stagiaires dans les meilleures conditions possibles, la structure horaire des sessions académiques de l'Institut a été conçue de manière à s'imbriquer dans celle des institutions nationales. Mais ces possibilités de stage à Nairobi doivent être complétées, surtout dans le domaine de l'industrie lourde, par celles de Mombasa, de Jinja, des ateliers des chemins de fer et des voies aériennes de Tanzanie et de la Ceinture de cuivre, en Zambie. Dès que nous aurons confirmation des arrangements préliminaires - locaux provisoires, téléphones, bureaux - dont le Gouvernement Kényan s'occupe aimablement à l'heure actuelle, nous nous proposons de visiter ces zones industrielles voisines et d'établir les contacts nécessaires. Nous pensons que la participation de plusieurs de ces installations, dans la région, devrait permettre de répondre à la plus grande partie des besoins de l'Institut en matière de stages de type industriel, en attendant que le Centre de Production Industrielle fonctionne.

En ce qui concerne les ateliers et laboratoires durant cette période préliminaire, nous espérons - et nous attendons d'un jour à l'autre l'accord écrit du Gouvernement Kényan à ce sujet - pouvoir utiliser les installations de l'Institut Polytechnique et des ateliers des chemins de fer, le temps disponible aux laboratoires de génie de l'université, une partie du matériel du centre de formation des enseignants techniques (KTTC) et peut-être un peu plus tard celui du centre de formation agricole Kenyatta, qui se trouve situé à côté de l'emplacement prévu pour l'Institut. A l'exception de ce dernier centre, nous avons déjà visité les autres installations. Elles comportent des ateliers de mécanique convenables et des ateliers d'électricité bien équipés, et ce sont là les principales installations requises pour le démarrage du centre de formation en électro-mécanique. Le laboratoire d'électricité de la faculté du génie de l'université est assez bien équipé également, bien que disposant de trop peu d'espace. Si l'Institut pouvait partager les installations de ces deux institutions, la mise en train du centre de formation en électro-mécanique ne devrait pas poser de problème majeur.

Ces installations devraient également faciliter le démarrage du centre de formation des enseignants techniques, en association avec les ateliers de travail des métaux et du bois et les installations de reprographie du KTTC, et sans ajouter grand chose au matériel pour l'étude du courant basse tension de l'Institut Polytechnique et du KTTC. Toutefois, pour le Centre professionnel de l'électrotechnique et des techniques de communication, il faudra toute une gamme de matériel assez diversifié et précis pour tester le courant à basse tension - analyseurs, simulateurs, amplificateurs opérationnels et oscilloscopes UHF - qui devront être ajoutés au matériel que nous avons vu à l'Institut Polytechnique, à moins que ceux de ces instruments qui sont disponibles aux laboratoires d'électricité basse tension de l'Université ne puissent être utilisés à temps partiel. On prévoit que les chemins de fer remplaceront à l'heure actuelle le CPI et fourniront les services généraux pour les projets d'industrie lourde et pour les projets d'équipement plus léger dans le domaine de la conception et des prototypes. Ces ateliers sont très bien équipés pour certains types de projets, que les centres de formation de l'Institut devraient par conséquent exploiter au début. Tout le personnel de l'Institut, professeurs et superviseurs des ateliers, sera recruté par l'Institut, comme nous l'avons indiqué précédemment, et on aura recours également à du personnel à temps partiel pour certaines tâches.

Dans l'ensemble donc, et si on choisit soigneusement parmi les nombreux types de projets disponibles (avec la multiplicité des équipements proposés comme sujet d'étude), le centre de génie électro-mécanique et le centre de formation des professeurs/éducateurs/instructeurs techniques ne devraient requérir que peu ou même pas du tout de matériel supplémentaire pour commencer à fonctionner, ce qui n'est pas le cas du centre pour l'électronique et les techniques de communication. Toutefois, nous soulignons particulièrement ici, à l'attention des Etats Membres, qu'il faudra jusqu'à six mois, à partir de la date de commande, pour se procurer ce matériel, et qu'aucune commande ne peut être passée tant que les contributions des Etats Membres ne nous seront pas parvenues en nombre suffisant.

La mise au point des programmes d'enseignement au Centre pour l'Agriculture et la Technologie Alimentaire est déjà en cours grâce à l'assistance de la FAO; une activité similaire devrait démarrer bientôt en ce qui concerne le Centre Interdisciplinaire pour la Production Industrielle, avec l'aide de l'ONUDI. Avec ces deux Centres, plus le rapport que les experts techniques devraient publier ce mois-ci sur le Plan d'Ensemble pour l'Institut, le programme approuvé pour la Phase I de l'Institut sera complété. Avant la mise en fonctionnement des cinq Centres, d'ici trois à cinq ans, on peut être raisonnablement certains que la planification de leurs programmes et projets pourra débiter, avec l'aide promise par plusieurs organismes, parmi lesquels l'OIT, l'OCM, l'UNESCO, le PNUE, l'UIT et l'Agence Culturelle et de Coopération Technique. Notons en particulier que le Secrétariat au Commonwealth a abandonné le projet qu'il avait formé précédemment pour la création d'un centre de formation des enseignants techniques, de manière à apporter son appui total au projet de l'Institut.

Le PNUE, comme la CEA et agissant par son intermédiaire, nous a fait bénéficier de son aide constante au cours des divers stades de la préparation du programme de l'Institut, qui est maintenant terminée. Le PNUE apportera également son aide à la phase principale des activités, mais tout dépend naturellement de la date à laquelle cette phase sera entamée.

Finalement, pour que les cours puissent démarrer, il faut encore que tous les intéressés dans la région démontrent pratiquement qu'ils peuvent réaliser leurs promesses. Chaque jour gagné pour la mise en application de ce projet est un jour qui empêchera l'écart technologique de s'élargir encore plus. Nous espérons que le Conseil Académique et le Comité Exécutif apporteront leur aide, chacun de leur côté et conjointement, en rappelant aux Etats Membres - et si nécessaire en les persuadant - de payer leur contribution, en tout ou en partie, afin que nous ne perdions plus de temps pour la réalisation d'un projet dont on attend tellement pour l'avenir industriel de notre Continent.